



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

30 JUL. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
04 72 61 37 79
ucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THIERRY DIMIER, reprises par la société BODYCOTE HIT, dans son établissement situé 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;

VU ensemble la déclaration du 3 mai 2005 de la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE et le récépissé de déclaration qui lui a été délivré le 24 mai 2005, concernant le changement d'exploitant de l'atelier de traitement de surface situé 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 28 avril 2014, en application des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 28 avril 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 25 mars 2014, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

En ce qui concerne l'eau :

♦ la consommation spécifique pour les chaînes « phosphatation tonneaux » et « nickel chimique tonneau et attache » n'est pas respectée, les résultats étant supérieurs à 8 l/m2/fr (point 8.4 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié susvisé) ;

.../...

- ♦ l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les rejets de l'atelier ont un débit inférieur à 15 m3/h (*point 8.5.1.3 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié précité*) ;
- ♦ les résultats de l'auto-surveillance interne et des mesures comparatives par la société Savoie Labo ne sont pas transmis régulièrement et dans des délais satisfaisants, via Gidaf ;
- ♦ les résultats du suivi journalier du « chrome VI » ne sont plus transmis via Gidaf, depuis novembre 2013 (*point 8.5.2 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 déjà visé*) ;
- ♦ les valeurs limites pour les effluents sont régulièrement dépassées pour les paramètres « MES », « Zinc » et « Nickel » (*point 8.5.3 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 visé précédemment*) ;

En ce qui concerne l'air :

- ♦ en chaque point d'émission, l'ensemble des paramètres n'est pas mesuré et le rapport de l'APAVE ne prend pas en compte les bonnes valeurs limites fixées (*point 8.6.2 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 visé ci-dessus*) ;

CONSIDERANT également que certaines non-conformités et notamment celles concernant les dispositions relatives à l'auto-surveillance et aux valeurs limites de rejets atmosphériques (points 8.5.2 et 8.6.2 visés ci-dessus) ont déjà fait l'objet d'une demande d'action corrective de l'inspection des installations classées dans un rapport du 2 août 2012 ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il est établi que la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE ne respecte pas l'intégralité des dispositions encadrant les installations qu'elle exploite sur le site de CHASSIEU 4, rue Lavoisier ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, qu'il convient de demander à la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE de se conformer à l'ensemble des dispositions dont il s'agit ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société HIT TRAITEMENT DE SURFACE dont les installations sont situées 4, rue Lavoisier à CHASSIEU, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'intégralité des dispositions du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié susvisé, selon les modalités suivantes :

- ♦ le point 8.5.2 :

. en respectant la fréquence journalière de surveillance du Chrome VI, dans le délai d'une semaine,

. en transmettant les résultats d'auto-surveillance et les mesures comparatives obtenus depuis janvier 2014, via le site de télé-déclaration Gidaf, dans le délai de *15 jours* ;

. en transmettant dorénavant les résultats d'auto-surveillance et des mesures comparatives, chaque mois, via le site de télé-déclaration Gidaf ;

♦ le point 8.6.2 :

. en justifiant, dans le délai de *15 jours*, les choix des substances recherchées au niveau des différents émissaires en fonction de la nature des bains auxquels ils sont reliés ;

. en faisant prendre en compte, par le laboratoire en charge des analyses, les bonnes références réglementaires lors de la prochaine campagne de mesures.

♦ le point 8.5.3 :

. en respectant, dans le délai de *2 mois*, les valeurs limites d'émission pour les MES, le Zinc et le Nickel ;

♦ le point 8.5.1.3 :

. en mettant en place un dispositif permettant de suivre le débit horaire des rejets de l'atelier, dans le délai de *3 mois* ;

♦ le point 8.4 :

. en respectant pour chaque chaîne de traitement, une consommation spécifique d'eau inférieure à $8 \text{ l/m}^2/\text{fr}$, dans le délai de *six mois*.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

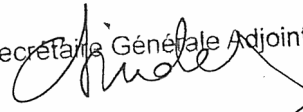
ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de CHASSIEU,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le

30 JUIL. 2014

Le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe

Cécile DINDAR

